

Géopolitique du pétrole à l'ère Trump

par Thierry Meyssan

Les États-Unis sont devenus le premier producteur mondial d'hydrocarbures. Ils utilisent désormais leur position dominante exclusivement pour maximiser leurs profits, sans hésiter à éliminer de gros producteurs rivaux et à plonger leurs peuples dans la misère. Alors que par le passé, l'accès au pétrole du Moyen-Orient était un besoin vital pour leur économie (Carter, Reagan, Bush Sr.), puis un marché qu'ils présidaient (Clinton), puis encore une ressource finissante dont ils voulaient contrôler le robinet (Bush Jr., Obama), les

hydrocarbures sont redevenus l'or noir du capitalisme (Trump). Thierry Meyssan retrace l'évolution de ce marché sanglant.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 9 AVRIL 2019

عربي ΕΛΛΗΝΙΚΑ ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO ROMÂNĂ РУССКИЙ TÜRKÇE PORTUGUÊS



L'économie dépend en premier lieu de l'énergie dont elle dispose. Ce besoin a toujours été l'une des principales causes de guerres. Jadis, il s'agissait de faire des esclaves pour travailler aux champs, puis au XIXème siècle de s'emparer du charbon pour alimenter des

machines, aujourd'hui des hydrocarbures (pétrole et gaz).

Pour se masquer cette logique, les hommes ont toujours imaginé de bonnes raisons pour justifier ce qu'ils font. Ainsi, nous croyons

- ▶ que l'Iran est sanctionné à cause de son programme militaire nucléaire (qu'elle a pourtant clos en 1988) ;
- ▶ que les installations et avoirs de PDVSA ont été saisis pour transférer ses actifs du dictateur Maduro à l'équipe de Juan Guaido (alors que c'est le premier et non le second qui est élu constitutionnellement président du Venezuela) ;
- ▶ ou encore que les États-Unis maintiennent des troupes en Syrie pour soutenir leurs alliés Kurdes face au dictateur el-Assad (alors que ces Kurdes sont des mercenaires qui ne représentent pas leur peuple et qu'el-Assad est démocratiquement élu).

Ces narrations n'ont aucune réalité et sont contredites par les faits. Nous les croyons parce que nous pensons en tirer profit.

Le marché mondial

Les hydrocarbures représentent le premier marché mondial, avant ceux de l'alimentation, des armes, des médicaments et des drogues. Il était au départ géré par des sociétés privées, avant de devenir, dans les années 60, la chasse gardée des États. Au fur et à mesure du développement économique, de nouveaux acteurs sont intervenus et le marché est devenu plus imprévisible. En outre, de la fin de l'Urss au retour de la Russie, ce marché est devenu très spéculatif, subissant des variations des prix de vente de 1 à 4.

En outre, chacun constate que de nombreux gisements, après avoir été longtemps exploités, se tarissent. À la fin des années 60, les Rockefeller et le Club de Rome ont popularisé l'idée que les hydrocarbures étaient des énergies fossiles, donc limitées. Or, contrairement à ce raisonnement, on ignore l'origine des hydrocarbures. L'hypothèse est qu'ils sont probablement des fossiles, mais peut-être pas. Au demeurant, même si les hydrocarbures étaient renouvelables, cela n'empêcherait pas que, sur-exploités, ils puissent disparaître (théorie du pic de Hubbert). Surtout, le Club de Rome a étudié la question avec un *a priori* malthusien : il avait pour mission de démontrer qu'il faut limiter la population mondiale parce que les ressources de la Terre sont limitées. Sa croyance en la fin du pétrole

n'est qu'un argument pour justifier la volonté des Rockefeller de limiter la croissance démographique des populations pauvres. En un demi-siècle, on a cru cinq fois de suite que le pétrole allait manquer dans les toutes prochaines années. Pourtant, il existe aujourd'hui des réserves prouvées suffisantes pour la consommation de l'humanité pour au moins un siècle encore.

Les coûts très variables de l'exploitation (de 1 en Arabie saoudite à 15 aux USA), les avancées techniques, les variations considérables des prix et le débat idéologique ont plusieurs fois rendu improbables les retours sur investissements. Or, compte tenu des délais opérationnels, toute interruption de l'investissement dans la recherche, l'exploitation et le transport, provoque une raréfaction des produits disponibles dans les cinq années à venir. Ce marché est donc particulièrement chaotique.

La politique mondiale de l'Énergie

La création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) par

le Vénézuélien Juan Pablo Pérez Alfonzo, en 1960, a progressivement déplacé le pouvoir de fixer les prix, des compagnies pétrolières vers les États exportateurs. Ce transfert s'est manifesté lors de la guerre égypto-syrienne contre Israël, en octobre 1973 (dite en Occident « guerre du Kippour ») et la crise pétrolière mondiale qu'elle provoqua.

Les États-Unis, qui étaient la première puissance mondiale, ont mené différentes politiques vis-à-vis des hydrocarbures.

- ▶ Le président Jimmy Carter a considéré que son pays ayant besoin de cette source d'énergie, son accès au pétrole du Moyen-Orient était une question de « sécurité nationale ». Les Arabes et les Perses ne pouvaient pas refuser de lui vendre l'or noir ou d'en exagérer le coût.
- ▶ Le président Ronald Reagan créa le Commandement des États-Unis pour cette région (définie selon la connaissance de l'époque des champs pétroliers), le CentCom. Pour appliquer la politique de son prédécesseur, il négocia des bases militaires permanentes et commença à installer des troupes.
- ▶ Le président George Bush Sr. prit la tête d'une coalition quasi-universelle et écrasa l'Iraq qui avait imaginé choisir lui-même ses débouchés et avait osé tenté de récupérer les puits du Koweït dont les Britanniques l'avaient

privé.

- ▶ Le président Bill Clinton et son vice-président Al Gore héritèrent d'un monde unipolaire, sans l'URSS. Ils établirent une carte des corridors à percer dans le monde (pipelines, autoroutes, chemins de fer et lignes internet) et des opérations militaires à mener pour les construire et les sécuriser par exemple la guerre contre la Yougoslavie pour construire le 8ème corridor).
- ▶ Le président George Bush Jr. et son vice-président Dick Cheney, persuadés que les hydrocarbures allaient bientôt manquer, lancèrent une série de guerre non plus pour s'emparer de l'or noir, mais pour en contrôler la production et le marché. Revenant à la théorie malthusienne de la fin imminente de ces sources d'énergie, ils entendaient choisir qui aurait le droit d'en acheter et pourrait ainsi faire vivre sa population.
- ▶ Le président Barack Obama saisit l'opportunité du gaz et du pétrole de schiste dans son pays et décida d'en favoriser l'extraction. Il espérait ainsi sortir son pays de la malédiction malthusienne.
- ▶ Le président Donald Trump arriva au pouvoir alors que son pays était devenu le premier producteur mondial. Il décida de bouleverser la stratégie US.

La politique de Donald Trump

Lorsque le président Trump désigna le représentant du Kansas, Mike Pompeo, comme directeur de la CIA, nous avons interprété cette nomination inattendue en fonction de la difficulté du président de trouver des alliés dans le Parti républicain qu'il venait de prendre d'assaut. Nous avons oublié que Pompeo avait été, de 2006 à 2010, le patron de l'équipementier en hydrocarbures Sentry International. Il connaissait le fonctionnement du marché du pétrole et, personnellement, ses principaux acteurs dans le monde. Au même moment le président Trump nommait au secrétariat d'État, Rex Tillerson, le patron d'une des principales sociétés d'hydrocarbures, Exxon-Mobil. Nous aurions dû alors envisager que la politique énergétique serait au centre de l'action de son administration.

Il est évidemment impossible aujourd'hui de dresser le bilan de l'action de Pompeo à la tête de ce service secret. Cependant, on peut penser que ses objectifs d'alors n'étaient pas éloignés de ceux d'aujourd'hui. Or, il se trouve qu'il vient de les révéler.

Chaque année, une société de conseil créée par le spécialiste incontesté

du marché des hydrocarbures, Daniel Yergin, organise une rencontre internationale sur l'évolution de la situation. Le Congrès 2019 (CERAweek, 9 au 13 mars, à Houston, Texas) a été la plus vaste réunion internationale de l'histoire sur ce sujet. Les dirigeants exécutifs des principales sociétés de 78 pays y étaient présents. Le clou du spectacle fut l'intervention de Mike Pompeo. Toute la profession avait été prévenue de l'importance de son discours et ce fut le seul moment où l'immense salle fut pleine à craquer.

Mike Pompeo, après avoir salué ses anciens collègues, se félicita des incroyables performances de l'industrie pétrolière du pays qui, en six ans, est devenue la première productrice au monde grâce aux nouvelles techniques d'extraction de schiste. Il annonça qu'il avait créé un bureau spécial au département d'État pour gérer les ressources énergétiques. C'est à lui que les patrons des sociétés US spécialisées devront désormais s'adresser. Il a pour mission de les aider à emporter des marchés à l'étranger. En échange, ils devront aider leur pays à conduire sa politique énergétique.

Celle-ci consistera à la fois à produire le plus possible aux États-Unis et à assécher une partie de l'offre mondiale pour équilibrer le marché. Ce n'est

que de la sorte que le pays parviendra à vendre du gaz et du pétrole de schiste, alors que leur extraction est particulièrement onéreuse.

Selon la doctrine Pompeo, il ne convient pas de réduire la production mondiale au niveau de la demande par des quotas de production, tels que l'OPEP+ en institue depuis deux ans, mais en fermant le marché à certains gros exportateurs : l'Iran, le Venezuela et la Syrie (dont les gigantesques réserves n'ont été découvertes que récemment et ne sont pas exploitées). Le projet du NOPEC (*No Oil Producing and Exporting Cartels Act*) devrait donc ressurgir des archives. Cette proposition de loi, dont quantité de variantes ont été déposées au Congrès depuis deux décennies, vise à supprimer l'immunité souveraine que les pays de l'OPEP invoquent pour se constituer en cartel malgré les lois anti-trust US. Elle permettrait de poursuivre devant les tribunaux états-uniens toutes les sociétés des États membres de l'OPEP+, bien qu'elles aient été nationalisées, pour avoir profité de leur position dominante et concourir ainsi à la hausse des prix.

Il se trouve que, depuis la fin 2016, la Russie s'est associée à l'OPEP pour faire monter les prix. Elle a ainsi accepté de diminuer sa production. C'est d'autant plus indispensable pour elle que son économie souffre des

sanctions occidentales et que ses exportations d'hydrocarbures sont —avec les armes— ses principales sources de revenus à l'exportation. Par conséquent, dans la situation actuelle, les intérêts de Moscou et de Washington ne se confondent pas, mais coïncident : ne pas inonder le marché. C'est pourquoi la Russie ne fait rien pour aider l'Iran à exporter son pétrole et n'exploite toujours pas les zones dont ses sociétés nationalisées ont acquis le monopole en Syrie. Il est probable qu'elle n'aidera pas plus le Venezuela sur ce plan. Ainsi le transfert du siège européen de PDVSA à Moscou a été reporté.

La Russie, qui a sauvé la Syrie des mercenaires jihadistes de l'Otan, ne s'est jamais engagée à aller plus loin. Elle assiste sans réagir au lent effondrement de ce pays, jadis prospère. La situation n'en est pas déjà à la famine, comme au Yémen, mais s'y dirige inexorablement.

Cependant, les États-Unis entendent non seulement stabiliser l'offre mondiale, mais aussi déterminer les flux, d'où les pressions de Washington à la fois sur l'Union européenne et sur ses États membres pour qu'ils ne finalisent pas le pipeline Nord Stream 2. Il s'agit pour eux d'affranchir l'Union de sa dépendance aux hydrocarbures russes. Dans le cas où ces

interventions seraient couronnées de succès, la Russie détournerait ce flux vers la Chine qui ne pourrait pas le payer au même prix.

D'ores et déjà, pour répondre aux besoins de l'Union, les États-Unis y font construire le plus rapidement possible des ports méthaniers capables de recevoir leurs gaz de schistes. Tandis que, de son côté, la Russie accélère la construction du pipeline Turkish Stream qui créerait une autre voie pour atteindre l'Union.

En outre, le département US du Trésor bloque tous les moyens de transport de pétrole iranien et vénézuélien ou vers la Syrie. Les données dont il dispose attestent que la CIA a commencé à observer en détail ce commerce depuis l'élection de Donald Trump, y compris durant la période de transition, ce qui confirme l'idée de la centralité de l'énergie dans sa politique. L'attitude de la Maison-Blanche face à la Syrie est différente, dans la mesure où ce pays n'est pas en mesure actuellement d'exploiter lui-même ses réserves et que la Russie laisse le temps passer. Il s'agit d'empêcher la reconstruction et donc de rendre la vie impossible à son peuple. La CIA mène une intense stratégie de sabotage contre tout approvisionnement énergétique. La majorité de la population, par exemple,

n'a plus de gaz pour se chauffer, ni faire la cuisine. Pis, un pétrolier turc qui transportait du produit iranien vers la Syrie a été saboté au large de Lattaquié, en février. Il a explosé, provoquant la mort de tout son équipage et une marée noire dont aucun média occidental n'a parlé.

Considérant que le Hezbollah participe au gouvernement libanais tout en servant les intérêts iraniens, l'administration US a étendu à Beyrouth son interdiction d'exporter du pétrole. Mike Pompeo tente d'imposer un nouveau partage des eaux territoriales qui ferait passer les réserves pétrolières libanaises sous souveraineté israélienne.

Identiquement, le Venezuela donne du pétrole à Cuba en échange de ses experts militaires et du travail de ses médecins. Le département d'État tente de sanctionner tout échange entre les deux pays, d'autant plus que les experts militaires cubains sont considérés comme responsables du soutien porté par l'armée vénézuélienne au président Maduro.

Les évolutions à venir

Pour le moment, la politique de Donald Trump ne peut réussir qu'en diminuant la demande dans son pays. Jusqu'ici, les hydrocarbures étaient principalement utilisés pour alimenter les voitures, d'où le développement des projets de voitures électriques. Consommer du pétrole pour fournir de l'électricité revient beaucoup moins cher aux États-Unis que de l'utiliser directement dans les moteurs des voitures. Surtout, l'électricité peut-être fournie à partir de sources diverses, sur le territoire états-unien, à faible coût et à un prix stable.

Notez bien que le développement des voitures électrique n'a guère de rapport avec l'idéologie selon laquelle il conviendrait de diminuer la production de CO₂ pour faire baisser la température de la Terre. D'une part parce que la fabrication des batteries peut elle-même émettre beaucoup de CO₂, mais d'autre part parce que l'électricité peut être beaucoup plus responsable que le pétrole de CO₂, lorsqu'elle est produite à partir de charbon comme en Allemagne et en Chine.

Au demeurant, la consommation de pétrole évolue. À l'échelle mondiale, elle n'est plus prioritairement destinée aux transports, mais à la fabrication de plastiques.

Les États-Unis ne laisseront exporter les hydrocarbures d'Iran, du Venezuela et de Syrie qu'à partir de 2023 ou 2024, date à laquelle leur production de schiste commencera à baisser rapidement, selon l'Agence internationale de l'Énergie (AIE). Une fois encore, toute la donne géopolitique s'en trouvera alors bouleversée.

Thierry Meyssan

Source : « Géopolitique du pétrole à l'ère Trump », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 9 avril 2019, www.voltairenet.org/article205943.html